

ENSEIGNEMENT

L'excellence po



ur tous



◀ Le réseau Enko Education veut propulser ses étudiants vers les meilleures universités du monde.

ENKO EDUCATION

De plus en plus nombreuses sur le continent, **ces écoles privées se comparent aux meilleures formations internationales**. Pour autant, elles refusent de devenir des ghettos scolaires pour familles aisées et misent sur un modèle panafricain.

JULIEN CLÉMENÇOT

Le bâtiment moderne de cinq étages, situé à deux pas du siège dakarais de l'opérateur de télécoms Sonatel, ne ressemble pas à l'idée que l'on se fait habituellement d'un groupe scolaire. L'immeuble paraît plutôt avoir été conçu pour accueillir les familles de la petite bourgeoisie locale. Pourtant, à la rentrée, il sera investi par le réseau panafricain Enko Education, qui y installera son premier lycée au Sénégal. « Pour ne pas augmenter nos coûts fixes, nous avons décidé de ne pas construire nos établissements, mais plutôt de privilégier la location », explique Éric Pignot, son directeur général. Avec huit établissements installés au Cameroun, en Afrique du Sud, au Mozambique, en Côte d'Ivoire et bientôt au Sénégal, en partenariat avec des entrepreneurs locaux, le groupe fondé et détenu majoritairement par le financier camerounais Cyrille Nkontchou développe depuis trois ans un modèle d'enseignement à destination des classes moyennes.

ACCESSIBILITÉ. Loin d'être des boîtes à bac, ces établissements ont pour objectif de permettre à leurs élèves d'intégrer les meilleures universités du monde, tout en restant accessibles. « Nos frais de scolarité (hors cantine, ramassage scolaire...) sont compris, en fonction des niveaux de vie des pays, entre 2 000 et 4 000 euros par an. Ce qui les place loin des formations équivalentes, dont le prix moyen atteint 17 000 euros », explique Éric Pignot. Pour contenir ses coûts, Enko a choisi d'employer des professeurs locaux, dont il a renforcé la formation, et de mutualiser les achats de matériel et la gestion. Ce type de réseaux, que l'on retrouve au Brésil ou en Chine, est encore rare en Afrique. « Sur le continent, le groupe Nova Pioneer [fondé par Chinezi Chijioke, ancien responsable du département éducation de McKinsey en Afrique et coauteur du « Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous » 2010] est le seul à proposer un modèle comparable », indique Éric Pignot. Inauguré en 2015, ce groupe opère

actuellement dans trois écoles en Afrique du Sud et une au Kenya depuis cette année.

Pour Enko, 2017 constituera une étape charnière. En juin, sa première promotion d'élèves de terminale passera le bac. Ils ne sont que douze, formés dans l'établissement pilote de Yaoundé, au Cameroun, mais, avant même les résultats de l'examen, les retours sont excellents. Yale (États-Unis), Hult International Business School (Dubai), l'Imperial College de Londres, les universités canadiennes de Toronto et de Colombie britannique ont déjà accepté leurs demandes d'inscription. « Quatre-vingt-dix pour cent de nos élèves ont déjà été admis dans des universités du top 100 du classement de Shanghai », se réjouit Éric Pignot, qui dit encore attendre des réponses de Corée, de Singapour et de Malaisie. Si la plupart de ces lycéens, pourtant francophones, vont intégrer des institutions anglo-saxonnes, c'est parce que, à l'heure de la mondialisation, la France ne représente plus pour leurs familles l'alpha et l'oméga en matière d'éducation. C'est aussi parce qu'Enko a fait le choix de préparer ses élèves au baccalauréat international (BI). Créé à la fin des années soixante pour les enfants de diplomates, ce cursus, qui intègre un volume important de cours en langue anglaise dans les pays francophones et laisse une place importante au développement personnel, est connu et reconnu par les meilleures universités des États-Unis et d'Angleterre.

BOURSES. Afin d'optimiser les chances de ses élèves, Enko leur apporte aussi un accompagnement individualisé pour constituer leur dossier de candidature. « Notre modèle vient combler un vide, car c'est en Afrique que l'inadéquation entre l'offre et la demande est la plus forte. Beaucoup de bourses universitaires ne sont pas attribuées car on est incapable d'identifier les bons candidats », constate Éric Pignot. À la demande de ses actionnaires I&P et Proparco, le groupe de Cyrille Nkontchou s'est aussi engagé à développer des programmes de bourses. À terme, ils devraient concerner 10 % à 20 % des effectifs.

Aujourd'hui attirés par les formations proposées ailleurs dans le monde, les bacheliers d'Enko seront sans doute nombreux à rejoindre les meilleures écoles de commerce du continent à mesure que celles-ci se structureront. Déjà l'un de ses élèves de terminale a postulé pour une place au sein de l'African Leadership University, créée par le trio réunissant le Ghanéen Fred Swaniker, le Camerounais Acha Leke et l'Américain Chris Bradford. Après avoir à partir de 2005 développé des formations préparatoires aux grandes universités américaines (African Leadership Academy), ils ont inauguré en 2015 un premier campus universitaire sur l'île Maurice et en ouvriront un second au Rwanda, en mai 2017. Ce nouveau complexe démocratisera l'offre éducative en limitant les frais de scolarité à

4 000 dollars (environ 3 800 euros) pour une année, contre 10 000 dollars à Maurice, où les diplômés sont octroyés par l'Université calédonienne de Glasgow. Les bachelors, préparés en quatre ans (dont une année consacrée au développement de compétences transversales : entrepreneuriat, gestion de projets...), offriront des spécialisations en informatique, en commerce international et en actuariat...

ACCÉLÉRATEUR. En Afrique de l'Ouest, l'Institut supérieur de management (ISM), créé en 1992 à Dakar par Amadou Diaw, porte également un projet panafricain destiné aux classes moyennes. « Avant, nous étions vus comme une école de pauvres [l'ISM a octroyé plus de 2 000 bourses depuis sa création]. Depuis quelques années, les familles aisées commencent à nous envoyer leurs enfants », se réjouissait le fondateur de l'ISM en 2014. Reconnu pour la qualité de ses enseignements, mis en avant par les classements d'écoles de commerce de *Jeune Afrique*, l'ISM a ouvert son capital fin 2016 pour passer sous le contrôle du spécialiste de l'enseignement supérieur Galileo.

Basé à Paris, ce groupe, détenu par la société américaine Providence Equity, pilote une quarantaine d'écoles dans le monde dans les domaines du management, de l'art et de la création. Marc-François Mignot-Mahon, son PDG, entend s'appuyer sur la marque ISM pour élargir l'offre de formation et ouvrir des écoles dans d'autres pays de la sous-région. « Au Sénégal, il y a une pépite. Nous sommes là pour lui donner les moyens de se développer. Nous allons ouvrir un cursus spécialisé dans l'univers numérique. Pour ce projet, Galileo agira comme un accélérateur, en proposant des moyens, des savoir-faire et des contenus permettant à l'ISM de décider dans quelle direction il veut se développer. Par ailleurs, nous allons également étendre l'offre éducative au domaine du design sur trois terrains. La création graphique, la mode – peut-être sous le nom d'écoles qui exercent en France, car il n'y a pas de référence en Afrique – et le design industriel. En parallèle, nous voulons nous implanter sur de nouveaux territoires comme la Côte d'Ivoire et créer un campus de référence au centre de Dakar », confiait Marc-François Mignot-Mahon à JA en janvier 2017.

Cette politique ambitieuse pourrait rapidement amener l'ISM à augmenter le prix de ses inscriptions (1 000 à 1 500 euros pour une année de master). Mais Marc-François Mignot-Mahon assure ne pas vouloir changer la philosophie du projet. « L'ISM et Galileo ont créé et doté une fondation, qu'un ensemble de contributeurs, à la fois les institutions et des grands comptes, vont abonder pour continuer à offrir des bourses. Il n'y a pas de qualité pédagogique s'il y a de l'exclusion sociale », nous avait-il confié. ●

Le public en pleine crise

Après la Côte d'Ivoire en février, c'est au tour du Niger, du Burundi, du Congo et du Mali... Semaine après semaine, la liste des pays frappés depuis le début de l'année par des grèves d'étudiants ou de professeurs s'allonge. Ces mouvements mettent en évidence des systèmes universitaires exsangues, débordés par la croissance des effectifs. Le 10 avril, au moins un homme est mort à Niamey lors d'affrontements avec les forces de l'ordre alors que les manifestants réclamaient de meilleures conditions de travail. À Bamako, le mouvement des professeurs, qui souhaitent voir leurs salaires revalorisés, s'enlise. Idem à Bujumbura, où les étudiants refusent de voir les bourses se transformer en prêts. Au Congo, trois journées « université morte » ont été décrétées le 12 avril pour protester contre les retards de paiement. « Même [dans un pays] en crise, il y a des priorités », déplorait Fidèle Moukamba, professeur à l'université Marien-Nguabi de Brazzaville, sur RFI